

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 09/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA AGRICULTURE FRANCE

1 rue de la Fontainerie
62000 Arras

Références : 2025-0107-dp
Code AIOT : 0006806337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement VEOLIA AGRICULTURE FRANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE SITE CERAVER 65320 BORDERES-SUR-L'ECHEZ. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre des suites de l'inspection du 18/03/2024 ayant mis en évidence des non-conformités à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et également au regard de la thématique gestion des odeurs. Cette inspection traite également du Porter à Connaissance déposé le 23/02/2024 par l'exploitant concernant le plan d'épandage des effluents de la plate-forme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA AGRICULTURE FRANCE
- ZONE INDUSTRIELLE SITE CERAVER 65320 BORDERES-SUR-L'ECHEZ
- Code AIOT : 0006806337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE située sur la commune de Bordères-sur-l'Echez, exploite des installations de compostage, de tri, de regroupement et de préparation de déchets non dangereux.

Ces activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2010 complété le 21 juillet 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	PDC n°3 _visite d'inspection du 18/03/2024_C onsignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 22	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
11	Déroulement du compostage.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 28	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PDC n°2_visite d'inspection du 18/03/2024_ Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	PDC n°4 _visite d'inspection du	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	18/03/2024_ admission des entrants	25		
4	Porter à connaissance plan d'épandage et volume d'activité exceptionnel	Code de l'environnement du 15/04/2010, article Article R512-46-23	/	Sans objet
5	Implantation.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 5 > 5-1.	/	Sans objet
6	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19	/	Sans objet
7	Plans des locaux.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 20	/	Sans objet
8	Information préalable sur les matières à traiter.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 26	/	Sans objet
9	Registres d'admission.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27	/	Sans objet
10	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9	/	Sans objet
12	Gestion par lots.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30	/	Sans objet
13	Conformité du compost aux critères définissant une matière fert...	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31	/	Sans objet
14	Registre de sorties.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 33	/	Sans objet
15	Contenu du	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	dossier installation classée concernant les odeurs.	20/04/2012, article 51		
16	Gestion des nuisances odorantes.	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été consacrée aux thématiques suivantes :

- Gestion de la plateforme de compostage

L'exploitant assure la gestion des déchets entrants/sortants de la plateforme de compostage et du compost commercialisé, au moyen d'une traçabilité conforme aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 20/04/2012. Pour autant, l'exploitant doit également garantir une hauteur maximum de 5 mètres pour les andains et une distance minimale de stockage entre les andains, permettant leur isolement les uns des autres.

- Défense incendie

L'exploitant assure la mise à jour du plan des équipements d'alerte et de secours et a mis en œuvre les moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.

- Odeurs

L'exploitant assure le recensement des plaintes relatives à des nuisances olfactives, l'identification des causes éventuelles des nuisances et met en place des mesures pour prévenir le renouvellement des nuisances olfactives provenant du site.

Par ailleurs, à la lumière des éléments présentés dans le porter à connaissance du 23/02/2024 relatif au plan d'épandage et des constats relevés en séance, l'inspection propose d'instruire le dossier à travers le présent rapport de visite d'inspection. A ce titre, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est annexé au rapport.

Par ailleurs, l'exploitant ayant déposé des dossiers de porter à connaissance respectivement du 22/04/2024 et du 14/11/2024 (relatifs à l'intégration du soufre dans le process et l'augmentation ponctuelle et temporaire du tonnage des boues entrantes), l'inspection propose de prendre acte de ces modifications par l'intermédiaire de ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PDC n°2_visite d'inspection du 18/03/2024_ Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 10 de l'arrêté Ministériel du 20/04/2012 :</u> L'exploitant recense les zones de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces zones de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p><u>Point de constat n°2 de la visite d'inspection du 18/03/2024 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan général des risques de son installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter un plan général des risques, intégré dans la procédure de lutte contre l'incendie. Ce plan est affiché sur site et a été mis à jour le 01/02/2025. Les différents risques (risques de pollution ou inflammable, risque inflammable et chimique, risque explosif, risque électrique, risque de noyade risque de combustion) sont présentés sur ce plan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PDC n°4 _visite d'inspection du 18/03/2024_ admission des entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Nature des matières entrantes
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

Article 25 de l'Arrêté Ministériel du 20/04/2012 :

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à composter d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans le dossier d'enregistrement est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente de celle mentionnée dans le dossier Installation classée, susceptible d'entraîner un changement notable des éléments de ce dossier, est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Point de constat n° 4 de la visite d'inspection du 18/03/2024 :

Lors de la visite, l'exploitant précise intégrer du soufre dans le mélange final du compost boues et déchets verts, à hauteur de 9%, l'objectif étant d'accroître les propriétés nutritionnelles du produit fini (Tradisol S).

L'exploitant n'a pas informé au préalable l'Inspection de cette nouvelle pratique.

Constats :

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) relatif à l'intégration du soufre dans son process de fabrication du compost Tradisol S (compost de boues et de déchets verts) par courrier le 22/04/2024 au Préfet des Hautes-Pyrénées. Le dossier reprend l'ensemble des éléments demandés lors la visite d'inspection du 18/03/2024.

Considérant les mesures proposées par l'exploitant permettant de limiter les risques et les impacts de son process, l'inspection propose de prendre acte de cette modification de process (intégration du soufre) par arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe du présent rapport d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PDC n°3 _visite d'inspection du 18/03/2024_Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 22 de l'Arrêté Ministériel du 20/04/2012 :</u></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de mise en œuvre des dispositifs de confinement et d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 4 de l'article 34 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; <p>[...]</p> <p><u>Point de constat n° 3 de la visite d'inspection du 18/03/2024 :</u></p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de sécurité détaillant les consignes à respecter en cas d'incident sur le site.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection relève l'absence des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - consignes d'utilisation et d'action d'urgence associées au soufre, - plan général des risques de l'installation, - consigne de contacter de la DREAL.
Constats :

<p>Lors de la visite, l'inspection a pu contrôler la présence de la procédure incendie sur le site. Celle-ci a été actualisée avec les éléments absents constatés lors de la visite d'inspection du 18/03/2024 et mise à jour le 01/02/2025 (à savoir les consignes d'intervention associées au soufre, le plan général des risques de l'installation et la consigne de contacter la DREAL avec le numéro de l'astreinte). Par ailleurs, les procédures de confinement des eaux d'incendie au niveau des 2 vannes martellières et d'utilisation du canon asperseur ne sont pas affichées sur les installations.</p> <p>Veolia Agriculture France a établi avec le SDIS 65 une convention signée le 13/02/2024 de mise à disposition du Site Pyrénées Compost dans le cadre de la formation des pompiers. Un exercice avec le centre de formation a été organisé le 01/03/2024 sur la gestion incendie et le risque soufre. Le compte-rendu de cet exercice figure au paragraphe IV.5 du dossier à porter de connaissance relatif à l'intégration du soufre dans son process de fabrication du compost Tradisol S. Un nouvel exercice incendie est programmé le vendredi 21/03/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant à ce que les procédures suivantes soient affichées sur la plate-forme à proximité des équipements sous un délai d'un mois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procédure de confinement des eaux d'incendie au niveau des 2 vannes martellières. - Procédure d'utilisation du canon asperseur <p>L'inspection demande aussi que la trappe donnant au forage d'eau soit cadenassée sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Porter à connaissance plan d'épandage et volume d'activité exceptionnel

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article Article R512-46-23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'épandage des eaux résiduaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] II. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.</p> <p>Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.</p>

S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.

Constats :

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance relatif à un plan d'épandage agricole des eaux résiduaires le 23/02/2024 au Préfet des Hautes Pyrénées. L'inspection a fait part de ces observations à l'exploitant afin qu'il modifie son dossier. L'exploitant a modifié son dossier et a transmis une version 2 du dossier le 17/03/2025.

La production annuelle d'effluents sur la plate-forme de compostage est estimée à 15 000 m³. Dans le cadre de la gestion de ses effluents, l'exploitant souhaite mettre en œuvre un plan d'épandage pour 7 500 m³ d'effluents. L'article 49 de l'Arrêté ministériel du 20 avril 2012 prévoit et encadre les dispositions liées à l'épandage. L'exploitant prévoit l'épandage sur une surface totale de 76.32 hectares correspondant à 64.99 ha hectares épandables appartenant à deux exploitations agricoles. Les parcelles concernées par le plan d'épandage sont à proximité directe de la plate-forme de compostage sur la commune de Bordères sur l'Echez.

Les dispositions techniques du dossier de porter à connaissance de l'exploitant respectent les prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé.

L'étude préalable au plan d'épandage agricole des eaux résiduaires présentée par l'exploitant intègre toutes les caractéristiques techniques, pédologiques et réglementaires permettant d'assurer la représentativité des résultats.

L'exploitant tient également compte d'un calendrier agricole pour l'épandage des eaux résiduaires sur les parcelles retenues selon le type de culture pratiquée. Dans tous les cas, l'apport en azote sur les cultures devra être conforme aux quantités limitées introduites prévue à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Avant chaque épandage des eaux résiduaires, l'exploitant devra vérifier annuellement l'innocuité des eaux à valoriser et leur valeur agronomique par des analyses portant sur les paramètres agronomiques, les éléments traces métalliques, les composés traces organiques et les micro-organismes pathogènes.

Les effluents seront recueillis dans deux bassins étanches de 4 550 m³ de capacité totale. Ils seront utilisés en partie pour l'arrosage des andains de compost en production afin d'optimiser le processus de dégradation bactérienne puis fera l'objet d'un épandage selon les cahiers de charge d'épandage.

Le suivi annuel des épandages fera l'objet d'un programme prévisionnel, d'une tenue d'un registre d'épandage et d'un bilan agronomique annuel conformément à l'arrêté ministériel du 20 avril 2012.

Conclusion : Les dispositions techniques proposées dans le dossier de porter à connaissance du 23/02/2024 complété le 18/03/2025 permettent de s'assurer que l'épandage des effluents résiduaires sera réalisé selon les dispositions de l'arrêté du 20 avril 2012 et de l'arrêté du 8 janvier

1998. Les modifications d'exploitation apportées par l'épandage des effluents sont considérées notables mais non substantielles au sens du I de l'article R. 181-46 de code de l'environnement. Compte tenu de ce qui précède, une consultation du public par la réalisation d'une PPVE de 15 jours et la consultation de la mairie de Bordères sur l'Echez est à prévoir.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance le 14/11/2025 relatif à un volume d'activité exceptionnel pour le compostage des boues de stations d'épuration en mélange avec les déchets verts. Compte tenu de ce caractère exceptionnel de cet événement et des éléments justifiés par l'exploitant dans son dossier, l'inspection prend acte de cette modification temporaire.

Ainsi, un projet d'arrêté préfectoral est joint en annexe pour prendre en compte les modifications prè-citées. Un projet d'arrêté complémentaire sera proposé dans le cadre du contradictoire à l'issue de la consultation du public pour prendre en compte les observations du public.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Implantation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 5 > 5-1.

Thème(s) : Risques chroniques, Implantation

Prescription contrôlée :

Une installation de compostage comprend au minimum :- une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ;- une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ;- une aire* (ou équipement dédié) de préparation le cas échéant ;- une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobie ;- une aire* (ou équipement dédié) de maturation ;- une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation le cas échéant ;- une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition le cas échéant. Un nombre d'aires inférieur est accepté sur justification explicite de l'exploitant. Les aires signalées avec un astérisque (*) sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé. A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site. Le plan de masse du site précisant la fonction des différentes aires fait partie intégrante du dossier d'enregistrement.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé le plan de localisation des aires de la plate-forme et a constaté que pour la zone de compostage de déchets verts les différentes aires étaient regroupées en une seule zone identifiée «compostage». L'exploitant a transmis par courriel le 19/03/2025 le plan de localisation des zones de travail en différenciant bien toutes les aires conformément à l'article 5-1 de l'arrêté ministériel du 20/04/2012.

Sur site, l'inspection a constaté que les distances de 8 m entre les installations et les limites de propriété étaient respectées et que les surfaces visibles de l'ensemble de la plate-forme étaient imperméables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...] Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel. L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- du remplacement des 8 Robinets d'Incendie Armé en octobre 2024- du futur déplacement de la réserve incendie référencée PF vers le bassin n°1 suite à la validation du SDIS 65. Celle-ci pourra être plus aisément utilisée en cas d'incendie sur la zone de pré-mélange du soufre.- de l'achat de lance à queue de paon pour empêcher les fumées de progresser sous le vent.- que le dernier incendie date depuis 2019 sur le site- que depuis l'incendie sur le site de Lomagne Compost en 2024 exploité aussi par VEOLIA AGRICULTURE FRANCE, une caméra thermique est utilisée en particulier pour détecter les suspicions de points chauds pouvant provenir du soufre lors des rondes en fin de journée. Lors de la visite, l'inspection a pu contrôler le registre de sécurité incendie et constater que les extincteurs du bâtiment et les RIA sur site ont été vérifiés le 22/10/24 par la société DESAUTEL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plans des locaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Plans des équipements d'alerte et de secours et plans des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a pu contrôler le plan de zones à risques et le plan de défense incendie mis à jour le 01/02/2025. Celui-ci identifie notamment l'emplacement des équipements de secours telles que les 2 réserves incendie de 120 m3 chacune, les enrouleurs type RIA, la lagune des effluents, les points accès réseaux eau propre et eau sale, le matériel de défense incendie (sous le hangar tuyaux lances, raccord, division lance à queue de paon, clef pompier sur 3 lieux) et la pompe de forage eaux claires vers lances incendie.

A noté, par ailleurs, que pour des raisons de visibilité, les extincteurs sont identifiés spécifiquement sur le plan d'évacuation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Information préalable sur les matières à traiter.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Fiche d'information préalable

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également :

- la description du procédé conduisant à la production de boues ;
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, réalisée selon la fréquence indiquée dans ledit arrêté. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'un cahier des charges nécessaires pour la définition de la qualité des déchets admissibles à l'inspection. Néanmoins, celui-ci a été envoyé par courriel le 18/03/2025 et précise pour chaque type de matières autorisées (tels que palettes de bois, broyats de déchets verts, les déchets verts non broyés, souches , tronc, boues de Station d'épuration, Biodéchets, fumiers,...) les critères d'acceptation (taux d'indésirables, présence de souches dans les déchets verts,...).

L'Inspection a procédé à la vérification aléatoire des fiches d'information préalable des boues et a pu constater la conformité des documents pour les boues de la station épuration :

<ul style="list-style-type: none"> - de la commune d'Argeles Gazost (certificat d'acceptation et résultats d'analyses des boues sur les éléments traces métalliques, HAP et PCB d'après les bulletins d'analyses des boues du laboratoire AUREA du 14/02/2024, du 10/07/24 et du 05/02/2025) et . - de la commune de Juillan (certificat d'acceptation préalable et résultats d'analyses issues des bulletins d'analyse des boues du laboratoire AUREA du 21/02/2024, du 03/07/2024 et du 04/02/2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registres d'admission.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des intrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ; -l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte, et leur origine ; -pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ; -la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. <p>Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe. Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 255-9 du code rural et de la pêche maritime.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant détient un registre des déchets entrants sur la plate-forme de compostage. Celui-ci est extrait du logiciel des pesées du pont bascule. L'Inspection constate en séance de la complétude de l'ensemble des données.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R511-9
Thème(s) : Risques chroniques, nomenclature des installations classées
Prescription contrôlée :

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

L'installation, à date, est classée en enregistrement pour la rubrique 2780-1-b et en déclaration pour la rubrique 2780-2-c. La nature des intrants est diversifiée, il convient donc de classer l'installation en 2780-3-b (Enregistrement). L'inspection actera le classement en 2780-3-b de l'installation et supprimera les classements en 2780-1-b et 2780-2-c par arrêté préfectoral complémentaire. A la lumière de ce constat, il est proposé de mettre à jour l'article de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/07/2023. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe du rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Déroulement du compostage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions anaérobies

Prescription contrôlée :

Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière après mélange, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions indiquées à l'annexe I. Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée. A l'issue de la phase aérobie, le compost est dirigé vers la zone de maturation. L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à trois mètres. La hauteur peut être portée à cinq mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.

Constats :

Afin de limiter les conditions anaérobies, l'exploitant procède aux étapes de process suivantes :

- broyage régulier des déchets verts,
- retournement régulier des déchets (mensuellement pour les broyats de déchets verts et des boues mélangées aux broyats de déchets verts mensuellement et hebdomadairement pour les

biodéchets).

Toutes les opérations effectuées sur les divers andains sont enregistrées. L'inspection a pu contrôler ainsi la conformité de la "vie "de l'andain FB 2024/20 correspondant au lot PYC/TRADISOL S/2024/04,

Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a constaté que la hauteur de certains andains de matières fermentescibles sur site excède la hauteur de 5 mètres autorisée. Il a été également relevé que la distance d'éloignement des andains entre eux n'est pas suffisante (mélange en bas de talus).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se limiter à la hauteur autorisée de 5 mètres et de respecter la largeur d'un engin entre chaque andain sous un délai d'1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Gestion par lots.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des lots de compost

Prescription contrôlée :

L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe ;- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains ;- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation ;- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante.Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans. Il est communiqué à tout utilisateur des matières produites qui en fait la demande.Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis sont relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations connexes d'un élevage compostant uniquement ses propres effluents.

Constats :

<p>L'exploitant a été en mesure de justifier le suivi des lots en présentant le logiciel de traçabilité MySuivra. Ce logiciel permet de suivre la "vie" des andains contenant les boues et ceux contenant des biodéchets. Le suivi des lots n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection du fait que le suivi des T°C , des retournements sont effectués.</p> <p>L'inspection a pu contrôlé la fiche de suivi de l'andain FB 2024/22 avec les opérations effectuées liées à l'analyse du lot 2024/05 et celle de l'andain de déchets verts 01-2025 constitué des apports du 01/11/24 au 31 /12/24.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Conformité du compost aux critères définissant une matière fert...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, gestion du compost</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de compost aux critères définissant une matière fertilisante. Sur cette base, l'exploitant établit annuellement un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes, également tenu à la disposition de ces autorités.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater que les résultats et les fréquences d'analyse du lot TRADISELECT 2024-01 et du lot TRADIVERT 2023-02 étaient conformes à la norme NFU 44-051.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Registre de sorties.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets et des produits sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sorties distinguant les produits finis, les matières intermédiaires et les déchets destinés à l'épandage et mentionnant :- la date d'enlèvement de chaque lot ;- les masses et caractéristiques correspondantes, notamment par rapport aux paramètres de qualité spécifiés par la norme ;- le ou les destinataires et les masses correspondantes. Ce registre de sorties est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-13 du code rural et de la pêche maritime. Le cahier d'épandage tel que prévu par les arrêtés du 27 décembre 2013 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises respectivement à déclaration, enregistrement et autorisation sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111 peut tenir lieu de registre de sortie.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre des déchets sortants et du compost produit sur le site. La complétude du document est conforme aux dispositions de l'article 33 de l'arrêté ministériel du 20/04/2012. L'inspection a pu vérifier aléatoirement la conformité des pesées de sortie de compost (TRADIVERT du 11/03/2025 du lot PYC/TRADIVERT/2025/01 et TRADISOL S du 13/03/2025 du lot PYC/TRDISOL S/ 2025/01).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Contenu du dossier installation classée concernant les odeurs.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 51</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dossier odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes. Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, qui comporte notamment :- le plan des zones d'occupation humaine dans un rayon de 1 km autour du site, tel que précisé à l'article 53 ci-dessous ;- l'état zéro des perceptions odorantes présentes dans l'environnement du site avant la mise en route de l'installation, tel que précisé à l'article 53 ci-dessous, dans le cas d'une installation créée plus de quatre mois après publication du présent arrêté. Ce document n'est toutefois pas exigé pour les installations dont l'exploitant peut justifier que l'environnement présente une sensibilité particulièrement faible ;- la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, concentrées ou diffuses ;- une liste des opérations critiques susceptibles de provoquer des émissions importantes d'odeurs, précisant la fréquence correspondante de chacune d'elles ;- le cahier de conduite de l'installation relatif à la réalisation des opérations critiques en termes d'émission de composés odorants ;- un document précisant les moyens techniques et les modes d'exploitation mis en œuvre pour limiter les émissions odorantes provoquées par l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un dossier complet consacré à la problématique odeur. Celui-ci a été envoyé en amont de la visite à l'inspection. L'inspection a consulté sur google maps la cartographie dynamique où sont représentés les tiers (habitation et hors habitation), les sources externes possible d'odeurs (STEP, élevage, centre équestre, méthaniseurs) et la localisation des réclamations sur les odeurs de 2022 à 2025.</p> <p>L'inspection a pu contrôler le contenu du tableau d'analyse et de prévention du risque olfactif de l'exploitant. Celui-ci fait état des principales sources d'émissions odorantes en fonction des opérations effectuées sur le site avec comme information la fréquence, le type de source et le risque d'odeur.</p> <p>De ce tableau, il en ressort que les étapes pour lesquelles le risque d'émissions olfactives est le plus élevé est le déchargement des Matières d'Intérêt Agronomique issues du Traitement des Eaux (MIATE), le mélange des MIATE avec déchets verts, la mise en andain de ce mélange et lors des retournements de ce mélange. L'exploitant a identifié et indiqué dans ce tableau les moyens</p>

<p>techniques et modes d'exploitation mis en œuvre pour limiter les émissions odorantes notamment sur les étapes les plus critiques.</p> <p>Le registre de production des andains permet d'identifier les opérations critiques en termes d'émissions olfactives.</p> <p>L'exploitant limite les horaires des apports de boues de 7 heures à midi voire 14 heures et mélange ensuite celles-ci avec les déchets verts.</p> <p>Le rapport de l'étude de dispersion menée par ODOTTECH date du 22/01/2008 et n'appelle pas d'observations de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Gestion des nuisances odorantes.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des plaintes relatives à des nuisances olfactives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan faisant apparaître les zones d'occupation humaine présentes dans un rayon de 1 km autour du site : habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade. L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. Lorsqu'il existe un comité de riverains, l'exploitant lui présente annuellement les mesures correctives qu'il a mises en œuvre. En dehors des cas où l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible, notamment en cas d'absence d'occupation humaine dans un rayon de 1 kilomètre autour du site :- l'exploitant tient à jour et joint au dossier mentionné à l'article 4 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées ; - il fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions odorantes présentes dans l'environnement du site avant la mise en route de l'installation (état zéro), indiquant, dans la mesure du possible, les caractéristiques des odeurs perçues dans l'environnement : nature, intensité, origine (en discriminant des autres odeurs les odeurs provenant des activités éventuellement déjà présentes sur le site), type de perception (odeur perçue par bouffées ou de manière continue). Cet état zéro des perceptions odorantes est, le cas échéant, joint au dossier d'enregistrement. En cas de nuisances importantes, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un diagnostic et une étude de dispersion pour identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter pour que l'installation respecte l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans ladite étude au niveau des zones d'occupation humaine listées au premier alinéa du présent article dans un rayon de 3000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoe/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le tableau de registre des plaintes qui fait état de réclamations des odeurs depuis 2022. L'exploitant précise que 6 plaintes sont à considérer depuis 2022 et qu'elles concernent uniquement 3 plaignants. Pour chaque réclamation, l'exploitant analyse les informations du plaignant, interprète les données d'exploitation associées et engage des actions correctives.</p> <p>L'exploitant dispose de sa propre station météo (composée d'un pluviomètre, d'un anémomètre et d'un thermomètre) et complète au besoin le tableau de registre des plaintes.</p> <p>L'exploitant a mis en place un questionnaire de satisfaction après visite de l'installation, depuis le début d'année 2025. Celui-ci intègre une question sur l'incommodation olfactive. Les premiers résultats mettent en évidence une satisfaction de 88% des visiteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>